A propos du fonctionnement de l'université

Vous trouverez ici le courrier que nous adresse mon ami le professeur H. Cheradame. Cette lettre émane d'un professeur émérite qui témoigne sur les crédits universitaires, la gestion de la recherche, le niveau des étudiants ; et d'une manière générale sur l'inadéquation du fonctionnement de l'université française aux besoins d'un pays moderne. Les discussions que l'on peut avoir dans le monde universitaire montrent que ces préoccupations sont générales et ce courrier résume bien ce que l'on peut entendre ici et là.

Bernard Sillion

Je viens de prendre ma retraite d'enseignant en chimie au service de l'université, et après quarante années d'enseignement, j'éprouve le besoin de faire un bilan du travail accompli, des espoirs et des déceptions qui ont marqué ma vie professionnelle. Je dois dire que les dernières années d'enseignement ont surtout apporté des déceptions sur plusieurs aspects. Il me semble qu'il s'agit de tendances très fondamentales de notre société française et c'est pour cette raison que j'éprouve le besoin d'en faire part.

Tout d'abord, j'ai constaté tout au long de ma vie que l'**industrie** était le moteur de la recherche et qu'il n'était pratiquement pas possible de faire fonctionner un laboratoire universitaire chargé de faire de la formation par la recherche sans avoir des contrats industriels. On constate un rétrécissement de plus en plus important de l'industrie chimique française, je veux dire celle dont les centres de décision sont situés en France. Il est en effet clair que les sociétés ont tendance à concentrer les recherches dans le pays où se trouvent ces centres de décision. J'ai le regret de penser que les centres de recherche situés sur notre sol et appartenant à des sociétés étrangères sont destinés à disparaître au premier coup de tabac, sauf ceux évidemment qui se consacrent à l'assistance clientèle ; mais, dans ce cas, peut-on encore parler de recherche ? Ce phénomène est tellement marqué que j'ai pu constater que le Ministère en avait pris acte, en particulier dans les attributions de bourses de thèse de doctorat pour notre discipline. Du point de vue de la mission que le Ministère doit remplir, cette décroissance n'est pas étonnante puisque son premier souci doit être de faire former les spécialistes dont le pays a besoin par la meilleure utilisation de ses moyens. Je désire cependant dire ici que la chimie n'est pas une discipline tout à fait comme les autres, car c'est avant tout la science de la transformation de la matière. C'est aussi plus spécifiquement la science à la base de la connaissance des phénomènes de la vie. J'ai constaté que pour tous les pays, la puissance industrielle, donc l'emploi, va avec une puissante industrie chimique. Ce que j'exprime ici est peut-être un raccourci qui mériterait de longs développements, mais vous comprendrez, Monsieur le rédacteur en chef, que ce n'est pas le lieu ici de soutenir une thèse. Je pense cependant que si nous avions le souci d'assurer un futur aux générations qui nous suivent, nous devrions faire un effort particulier et volontaire, non seulement pour maintenir mais aussi pour développer notre propre industrie chimique.

Je lis (cf. la presse du 17 et 18 janvier dernier) que l'on a osé incité les universités depuis des années à prélever des moyens pour faire face à leurs dépenses de fonctionnement, suivant l'exemple de ce qui se fait à Paris XI-Orsay, sur les budgets des **laboratoires** en contrat avec les entreprises. C'est-à-dire que l'on ose rendre les relations avec l'industrie encore plus difficiles pour les laboratoires universitaires. Je crois que l'on ne peut pas faire mieux comme gestion désastreuse pour notre communauté. On aurait dû au contraire faire abonder par les budgets des universités les contrats que les laboratoires auraient obtenus. Je peux témoigner personnellement de l'effet négatif que les divers prélèvements peuvent avoir sur la possibilité d'obtenir des contrats. Il faut ajouter un mot du personnel enseignant-chercheur à propos de la recherche. Lorsque celui-ci a fait son horaire d'enseignement statutaire et les quelques heures supplémentaires rendues nécessaires en partie par la multiplication des spécialités et des mises à niveau en tout genre, lorsqu'il a fait face à ses obligations de gestion (gestion des horaires et des notes, des intervenants, des modules, gestion des travaux pratiques, des stages, des règlements de scolarité, j'en passe et des meilleures...), lorsqu'il a accepté des tâches d'intérêt général comme on l'y incite, on veut qu'en plus il ait fait des recherches à un niveau d'excellence tel que l'industrie sente le besoin de recourir à ses services ! Il faut donc bien conclure que la recherche est effectivement le cadet des soucis de nos responsables, malgré les protestations de bonne volonté. Car en matière de recherche et de résultats, les mots ne suffisent pas.

De plus, j'ai constaté que si nous avons toujours un certain nombre d'**étudiants** de très bon niveau, d'ailleurs formés dans des établissements « spécialisés », Normale Sup, Polytechnique, Centrale, pour n'en citer que trois parmi les meilleurs, par contre j'ai vu rentrer dans les universités d'autres étudiants d'un niveau de plus en plus faible au fur et à mesure que le temps s'écoule. J'en arrive à constater que les meilleurs étudiants sortant de maîtrise de certaines universités ne sont pas de niveau à affronter les DEA de nos meilleures universités. Vous me pardonnerez, Monsieur le rédacteur en chef, de ne pas citer plus spécifiquement les établissements auxquels je pense. Car le phénomène me semble très général. Là encore, la situation de la chimie est particulière. Cette science que nous savons tous être très concrète nécessite à l'évidence de connaître d'abord des notions très abstraites, faites de symboles et de conventions relativement ésotériques, dont l'assimilation demande un effort mental important. Dans le contexte actuel de l'Éducation nationale où l'on fait le maximum pour que les élèves aient à subir le moins possible de contraintes, et aient à fournir le moins d'efforts possible, je ne suis pas étonné du résultat que j'observe. Les enseignants doivent nécessairement s'adapter à l'auditoire. Il en résulte une baisse de niveau qui est également illustrée par la pauvreté des moyens d'expression de ces étudiants. Car j'ai été confronté récemment à des problèmes d'incompréhension de mots qui me semblaient d'usage courant, en particulier dans la rédaction d'énoncés d'interrogations, ce que je n'aurais pas imaginé il y a seulement vingt ans.

La chimie me semble être victime de la philosophie ambiante qui paraît se satisfaire de la perspective pour la communauté nationale de devenir une société de services, à savoir une société au service des autres, là où se trouvent les centres de décision... L'article que vous avez publié dans le numéro de janvier de *L'Actualité Chimique* (G. Schorsch, p. 26) n'est qu'une claire illustration de ce que je viens de dire, à savoir le manque d'efficacité des moyens mis en œuvre, ce qui est plus particulièrement le cas de la chimie. Je ne suis pas un donneur de leçon, mais il me semble qu'à la fin de ma vie professionnelle que j'ai beaucoup aimée, pour ne pas dire plus, j'avais envie de témoigner d'une grande inquiétude dont je me demande si elle est partagée par mes collègues.

Hervé Cheradame